

# Interventions d'Alexis Tsipras devant le Parlement européen le 8 juillet 2015

Mesdames et messieurs les député(e)s,

Je vous remercie de votre invitation ; prendre la parole dans ce haut lieu de la démocratie européenne, m'adresser aux représentants élus des peuples européens à un moment crucial pour mon pays, la Grèce, pour la zone euro et pour l'Union européenne, est pour moi un honneur.

Il y a quelques jours, nous avons décidé de consulter le peuple grec en lui demandant d'intervenir dans le cours des négociations et de se prononcer sur son avenir. Il y a quelques jours, le peuple grec s'est exprimé d'une voix forte. Le mandat qu'il nous a confié nous enjoint de redoubler d'efforts et de parvenir à une solution socialement juste et économiquement viable — loin des erreurs du passé qui ont porté un coup fatal à notre économie, loin des politiques d'austérité qui ont piégé celle-ci à l'intérieur d'un cercle déflationniste et enfermé la société dans une dépression profonde et durable. Face à une pression inouïe, à la fermeture des banques, à une véritable campagne d'intimidation — la majorité des médias répétant que le choix en faveur du « non » était celui de la rupture avec l'Europe —, le peuple grec a eu le courage de faire entendre sa voix.

Je me réjouis d'être dans ce temple de la démocratie car j'ai la conviction que les arguments sont ici écoutés, que chacun ici se prononce sur des arguments — qu'on écoute avant de juger.

Par son choix courageux, le peuple grec ne s'est pas prononcé pour une rupture avec l'Europe mais pour un retour aux principes premiers de l'intégration européenne : démocratie, solidarité, respect mutuel et égalité.

Son message est des plus clairs : sans démocratie, l'Europe — la construction européenne, l'Union — aura toutes les peines du monde à survivre à la crise actuelle.

Les négociations du gouvernement grec avec ses partenaires, négociations qui touchent maintenant à leur fin, doivent témoigner d'un double respect : respect des règles communautaires et respect absolu pour le choix démocratique des peuples.

Mon gouvernement et moi-même avons pris nos fonctions il y a un peu plus de cinq mois, mais les plans de sauvetage sont en vigueur depuis cinq ans. Si j'assume entièrement la responsabilité de l'action menée au cours de ces cinq mois, la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui l'économie grecque et l'Europe tout entière ne peut nous être imputée ; elle pèse sur ces cinq ans de programmes qui n'ont pas offert d'issue à la crise. Indépendamment du jugement que chacun porte sur ces réformes, sur leur bien-fondé ou leur caractère erroné, je veux vous dire que le peuple grec a accompli en cinq ans d'énormes efforts d'ajustement qui ont épuisé ses capacités de résistance.

La Grèce n'est bien sûr pas le seul pays à cette enseigne. Des programmes d'austérité ont été appliqués dans de nombreux pays d'Europe. J'ai le plus grand respect pour les peuples qui ont été soumis à ces mesures difficiles, pour les gouvernements qui les ont adoptées. Mais nulle part ces programmes n'ont été aussi durs et d'aussi longue durée qu'en Grèce. Il n'est pas exagéré de dire

que ma patrie est depuis cinq ans un laboratoire d'expérimentation de l'austérité. Il est temps d'admettre que l'expérience a échoué.

Au cours de cette période, le chômage et la pauvreté ont atteint des seuils critiques, l'exclusion sociale s'est accrue, la dette publique a explosé : elle représentait 120% du produit national avant la mise en place des plans d'austérité et équivaut aujourd'hui à 180% du PIB. Une majorité de Grecs exigent maintenant qu'une issue soit trouvée. C'est un fait, pas une vue de l'esprit. Et c'est ce désir, exprimé de manière directe et démocratique, que notre gouvernement est tenu de concrétiser.

Nous souhaitons parvenir à un accord avec nos partenaires, mais un accord qui donnera le signal d'une sortie définitive de la crise, qui permettra d'entrevoir une lumière au bout du tunnel. Un accord comportant des réformes dont nul ne nie la nécessité mais aussi des transferts de charges : le fardeau qui pesait sur les salariés, les travailleurs, les retraités doit être transféré sur les épaules de ceux qui en ont la capacité et que les gouvernements précédents n'ont pas mis à contribution.

Cet accord devra comprendre des politiques de redistribution en faveur des plus modestes, des revenus faibles et moyens, dans une perspective de croissance équilibrée et durable.

La proposition que nous soumettons à nos partenaires comporte :

— un ensemble de mesures crédibles, fondées sur une juste répartition des charges et sur le souci de réduire le plus possible les effets de la récession ;

— une demande de financement à moyen terme accompagnée d'un solide programme de développement pour la période à venir — car nous ne sortirons pas de la crise si nous n'abordons pas la question du développement ; notre premier objectif doit être de lutter contre le chômage et de soutenir les entreprises ;

— l'engagement d'entamer une discussion de fond sur la question de la soutenabilité de la dette publique et sa résolution.

Il ne peut y avoir de tabous entre nous. Nous devons regarder la réalité en face et rechercher des solutions, si difficiles soient-elles.

Cette proposition a été soumise à l'Eurogroupe et au Sommet des chefs d'Etat qui a eu lieu hier. Nous présentons aujourd'hui une demande en ce sens au Mécanisme européen de stabilité. Nous nous sommes engagés à préciser ces propositions sous deux jours ; je souhaite que nous parvenions dans le délai imparti à répondre aux exigences de ce moment crucial, dans l'intérêt de la Grèce comme de la zone euro — dans l'intérêt économique mais d'abord, et avant tout, dans l'intérêt géopolitique de l'Europe.

Que les choses soient claires : les propositions du gouvernement grec concernant le financement de ses obligations et la restructuration de la dette n'ont pas pour but de grever le budget des contribuables européens. Disons les choses comme elles sont : les fonds débloqués pour la Grèce ne sont jamais allés au peuple mais ont été affectés au sauvetage des banques grecques et européennes.

Depuis le mois d'août 2014, en outre, la Grèce n'a encaissé aucun des versements prévus par le programme d'aide alors en vigueur, un programme de 7,2 milliards d'euros. Entre le mois d'août 2014 et le mois de janvier 2015, la Grèce avait pourtant un autre gouvernement. Si les sommes prévues n'ont pas été versées, si le gouvernement d'alors s'est abstenu d'appliquer ce programme,

ce n'était pas, et pour cause, pour des motifs d'ordre idéologique mais bien parce que ces mesures buttent sur un rejet. Il ne suffit pas qu'un programme soit conforme à nos vues pour qu'il entre en application, il faut aussi qu'il rencontre l'assentiment de la majorité sociale.

Mesdames et messieurs les député(e)s,

Au cours de ces négociations, la Grèce a revendiqué auprès des Institutions le versement de ces 7,2 milliards d'euros alors même qu'elle avait l'obligation de rembourser à ces mêmes Institutions des traites d'un montant global de 17,5 milliards d'euros. Ces sommes n'ont pu être versées qu'en mobilisant les dernières économies du peuple grec.

Mesdames et messieurs les député(e)s,

Malgré ce qui précède, je ne suis pas de ces hommes politiques qui prétendent que les « méchants étrangers » seraient coupables de tous les maux dont mon pays est affligé. Si la Grèce se trouve aujourd'hui au bord de la faillite, c'est parce que les gouvernements qui se sont succédés durant des décennies ont créé un Etat clientéliste, facilité la corruption, toléré ou encouragé la collusion du pouvoir politique avec le pouvoir économique, laissé le champ libre à la fraude fiscale des grandes fortunes. Selon une étude du Crédit Suisse, 10% des Grecs détiennent 56% de la richesse nationale. Alors que la crise et les politiques d'austérité battaient leur plein, ces 10% ont été épargnés : leur contribution aux charges a été sans commune mesure avec celle du reste de la population. Ces injustices patentes n'ont pas été rectifiées mais aggravées par les plans d'aide et les mémorandums. Aucune de ces soi-disant réformes n'a malheureusement amélioré les mécanismes de perception fiscale qui se sont effondrés, en dépit des efforts remarquables déployés par quelques fonctionnaires intègres et aux abois. Aucune mesure n'est venue contrecarrer les intérêts croisés de l'establishment politique, des oligarques et des banques, ce triangle établi dans notre pays depuis des décennies. Aucune réforme n'a amélioré le fonctionnement et l'efficacité de l'appareil d'Etat, qui s'est habitué à servir des intérêts particuliers plutôt que l'intérêt commun. Les propositions que nous déposons se concentrent, elles, sur de véritables réformes qui ont pour ambition de changer la Grèce. Il s'agit de mesures que les gouvernements précédents, l'ancien système politique et les initiateurs des plans de sauvetage ne voulaient pas mener en Grèce. Tels sont les faits.

Lutte contre la structure oligopolistique et les pratiques des cartels — en particulier sur le marché télévisuel, anarchique et hors de contrôle ; renforcement des mécanismes de contrôle des dépenses publiques et du marché du travail, dans le but de réprimer l'évasion et la fraude fiscales ; modernisation de l'administration publique : telles sont les priorités du programme de réformes de notre gouvernement ; nous attendons bien sûr que nos partenaires souscrivent à ces priorités.

Nous nous présentons aujourd'hui forts du mandat que nous a confié le peuple, déterminés à entrer en conflit non avec l'Europe mais avec l'establishment de notre pays et avec les logiques et les mentalités établies qui ont précipité la chute de la Grèce et sont en train de provoquer celle de la zone euro.

Mesdames et messieurs les député(e)s,

L'Europe se trouve à la croisée des chemins, à un moment crucial de son histoire. Ce que nous appelons « la crise grecque » est d'abord le révélateur de la faiblesse de la zone euro à apporter une solution définitive à une crise de la dette qui ne cesse de s'alimenter elle-même. Il s'agit d'un

problème européen, non d'un problème exclusivement grec. Et ce problème européen requiert une solution européenne.

L'histoire européenne est une histoire de conflits mais aussi, à la fin du jour, de compromis. C'est également une histoire de convergences, d'élargissements. Une histoire d'unité et non de division. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous parlons d'Europe unie ; ne laissons donc pas cette Europe se désunir. Nous sommes aujourd'hui appelés à trouver un compromis fructueux et honorable afin d'éviter une rupture historique qui mettrait à bas la tradition de l'Europe unie.

Je suis convaincu que nous percevons tous le caractère crucial du moment et que nous saurons être à la hauteur de la responsabilité historique qui est la nôtre.

Je vous remercie.

Source : <http://www.primeminister.gov.gr/2015/07/08/13864>

Traduit du grec par [Dimitris Alexakis](#)

## **Deuxième intervention d' A. Tsipras devant le Parlement Européen**

Je pense que cette réunion aurait dû avoir lieu il y a bien longtemps. Parce que notre débat d'aujourd'hui, concerne non seulement l'avenir de la Grèce mais aussi celui de la zone euro.

Et en effet, ce débat ne doit pas se faire à huis clos, mais cette responsabilité ne nous appartient pas.

Pendant cinq mois, la négociation a été menée derrière des portes fermées. Son déroulement et son aboutissement constitue pourtant une question hautement politique. Et nous l'avons constaté aujourd'hui, à l'occasion de ce débat riche et fructueux. Par les confrontations qui ont eu lieu et qui n'avaient pas le caractère des confrontations étatiques au sein de la zone euro, mais plutôt un caractère profondément politique et idéologique. Et je respecte vraiment toutes les opinions qui ont été entendues, même celles qui ont été exprimées en utilisant une rhétorique hautement polémique.

Je tiens aussi à dire que je suis entièrement d'accord avec l'interpellation exprimée précédemment sur la nécessité du renforcement du rôle du Parlement Européen. Parce que je me demande, comment pouvons-nous habiliter la troïka de prendre des décisions – même si ce pouvoir est en effet légitimement attribué à la Commission et à la BCE, mais il perd sa légitimité quand il est abandonné à la discrétion des fonctionnaires et du FMI – tout en excluant le Parlement Européen, l'institution européenne démocratique par excellence.

Et je voudrais ajouter en toute franchise: Si la négociation a été menée exclusivement entre la Grèce et la Commission européenne, une solution et un accord auraient été trouvés depuis très longtemps.

Malheureusement ou heureusement, nous avons eu à mener un processus de négociation – Veuillez écouter les arguments et vous pouvez après les réfuter – en étant obligés de parler, nous, le gouvernement grec, avec trois institutions différentes qui avaient souvent des positions et des propositions divergentes et contradictoires. La *réalité est celle-là* .

Je voudrais maintenant aborder le fond du problème et répondre à certaines questions soulevées lors du débat.

Première question: Si la partie grecque a présenté des propositions fiables ou non, vous jugerez

vous mêmes. La partie grecque a présenté des propositions. Elle a présenté un texte de 47 pages qui était l'aboutissement – et non pas nos propres positions – d'un processus de négociation difficile et ardu. Malheureusement une fausse image des négociations a été véhiculée et la partie grecque a été accusée de ne pas avoir déposé des propositions.

Lundi dernier, la partie grecque est retournée avec un texte de nouvelles propositions crédibles, qui a été accepté comme base de discussion par les trois institutions. Lundi dernier. Avec ces propositions, nous nous sommes engagés d'atteindre les objectifs budgétaires exigés par les règles, parce que nous reconnaissons et respectons les règles de la zone euro. Cependant, nous nous réservons le droit de décider, de décider en tant que gouvernement souverain, où trouver des ressources et où placer le fardeau fiscal, afin d'atteindre les objectifs budgétaires exigés.

Et je pense vraiment qu'il s'agit d'un droit souverain d'un gouvernement, le choix d'augmenter les impôts des entreprises rentables et de ne pas supprimer l'allocation accordée aux retraites les plus faibles (EKAS) pour atteindre ses objectifs budgétaires. Si ce droit – du choix des mesures compensatoires pour atteindre les objectifs requis – n'appartient plus à un gouvernement souverain, alors, nous optons pour une approche extrême et antidémocratique, et les pays qui participent à un programme d'aide ne devraient plus avoir des élections mais des gouvernements nommés et des technocrates pour prendre la responsabilité des décisions.

Par ailleurs, j'admets que vous avez raison de demander l'élimination de certaines déviations grecques qui puisent leur source dans le passé, comme celle des retraites anticipées. Et nous avons été les premiers à déclarer – sans attendre des ordres extérieurs – que la situation financière désastreuse du pays exige leur suppression.

Nous approuvons donc la nécessité des réformes, et nos engagements pour atteindre l'ajustement budgétaire nécessaire sont réels. Nous maintenons cependant, le droit de choisir librement les mesures de redistribution des charges fiscales, et sur ce point vous devez être certainement d'accord.

Mesdames et Messieurs les députés,

Une autre question a été aussi posée : «Avez-vous un plan secret pour sortir la Grèce de la zone euro? ». Je vais vous répondre simplement: Toute la semaine dernière, la grande majorité des déclarations des responsables politiques européens portait sur la sortie automatique de la Grèce de l'euro, après une victoire du «non» lors du référendum. Les citoyens qui sont allés aux urnes avaient entendu cela.

Et pourtant, le résultat était contre les attentes de certains. Si j'avais l'intention de faire sortir la Grèce de l'euro, je n'aurais pas déclaré immédiatement après la clôture du scrutin que j'interprétais les résultats du référendum, non pas comme un mandat de rupture avec l'Europe, mais comme une consolidation du pouvoir gouvernemental et de son mandat de négociation pour atteindre un meilleur accord. Un accord plus crédible. Un accord économiquement viable et socialement équitable. Tel est l'objectif (du gouvernement). Je n'ai pas un autre agenda caché. Et je parle sincèrement.

J'ai entendu nombreux d'entre vous – et surtout ceux qui ont exprimé une critique forte en utilisant des termes polémiques – parler de notre incapacité à répondre à la solidarité des partenaires

européens. Je voudrais répondre en reconnaissant tout d'abord que le prêt est certainement une forme de solidarité. Aucun doute là dessus. Mais nous, si nous souhaitons un programme viable, c'est justement pour pouvoir être en mesure de rembourser nos prêts. Et lorsque nous demandons une diminution de la dette, c'est justement pour être en mesure de rembourser et ne plus être obligés de contracter constamment de nouveaux prêts pour rembourser les plus anciens.

Et je voudrais vous rappeler, M. Weber, que le moment le plus fort de la solidarité dans l'histoire européenne moderne, était en 1953, lorsque votre pays est sorti surendetté et dévasté après deux guerres mondiales. Et l'Europe et les citoyens européens ont fait preuve d'une solidarité sans égal au Sommet de Londres en 1953, quand ils ont décidé de supprimer 60% de la dette de l'Allemagne, et d'accorder l'instauration d'une clause de développement. Ce fut le moment le plus important de la solidarité dans l'histoire européenne moderne.

J'ai aussi entendu mon ami *Guy Verhofstadt* – l'année dernière, nous étions tous les deux candidats à la présidence de la Commission Européenne et nous nous connaissons bien – douter de notre capacité de mener des réformes et demander le bilan de notre action.

Je réponds: En effet, ces cinq mois *nous avons plus négocié que gouverné*. Dans les conditions imposées par l'asphyxie financière notre préoccupation, notre pensée, nos efforts se concentrent sur le maintien en vie de l'économie grecque. Cependant, nous avons réussi à réaliser certaines choses, mon cher ami Guy :

C'est nous qui avons ouvert la célèbre liste Lagarde après trois ans pendant lesquels certains ministres des gouvernements précédents la gardaient dans leur tiroir.

Et nous sommes ceux qui ont voulu et réussi à traduire en justice plusieurs fraudeurs fiscaux. Les gouvernements précédents ne l'ont pas fait.

Nous sommes aussi ceux qui ont conclu un accord avec la Suisse afin de pouvoir imposer les personnes qui ont transféré leur argent à l'étranger.

Nous sommes ceux qui ont légiféré pour limiter les transactions triangulaires. Aucun des gouvernements précédents ne l'avait fait.

Nous sommes ceux qui ont demandé aux propriétaires des médias grecs de payer leurs impôts. Aucun des gouvernements précédents ne l'avait fait.

Nous sommes ceux qui ont renforcé les contrôles douaniers pour frapper la contrebande.

Bien sûr nous devons faire plus mais nous n'avons pas eu encore le temps pour le faire. Et nous demandons votre soutien pour pouvoir changer la Grèce. Il est de notre responsabilité commune ce changement et nous serons jugés sur cette capacité.

Je voudrais, en concluant, vous dire que tout le monde se rend compte que ce débat ne concerne pas exclusivement un pays. Il concerne l'avenir de notre édifice commun, de la zone euro et de l'Europe. Et là se heurtent deux stratégies diamétralement opposées quant à l'avenir de l'intégration européenne. Prenons donc – tous – nos responsabilités.

Le gouvernement grec – et je tiens à le dire – malgré les différences idéologiques qui le séparent (de ses adversaires politiques) à l'intérieur du pays, à ce moment crucial, a jugé utile la synergie de toutes les forces. Et hier, toutes les forces politiques (grecques) se sont trouvées à la même table et autour du Président de la République pour se mettre d'accord sur la fixation d'un cadre

d'objectifs.\* Et sur la base de ce cadre, nous présenterons à nouveau demain, des propositions concrètes pour un accord viable et équitable avec de réformes crédibles.

Je voudrais aussi ajouter une dernière remarque. Plusieurs sont ceux qui se sont référés à la tragédie antique grecque pendant les débats. Je respecte pleinement les lois qui régissent l'UE et la zone euro. Les lois sont nécessaires pour avancer.

Mais puisque vous avez mentionné la tragédie grecque je rappelle que Sophocle, nous a appris avec son chef-d'œuvre «Antigone», qu'il y a des moments où la loi supérieure de la justice doit l'emporter sur les lois humaines.

Et je pense que le moment actuel l'exige aussi.

*\*Poursuite d'une solution qui assure: -Une couverture adéquate des besoins financiers du pays*

*- La mise en œuvre des réformes crédibles qui se fondent sur le partage équitable des charges et la stimulation de la croissance, avec le moins d'effets possibles de récession*

*- Un solide programme de développement orienté principalement sur la lutte contre le chômage et l'encouragement de l'esprit d'entreprise*

*- L'engagement de l'ouverture d'un débat sur le traitement de la viabilité de la dette*

Sources:left.gr, avgi.gr

Traduction : Vassiliki Papadaki